

Brochure n° 3244

**Convention collective nationale**

IDCC : 1505. – **COMMERCE DE DÉTAIL  
DES FRUITS ET LÉGUMES,  
ÉPICERIE ET PRODUITS LAITIERS**

**AVENANT N° 83 BIS DU 10 DÉCEMBRE 2007**

RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET0850364M

IDCC : 1505

Entre :

La fédération nationale des détaillants en produits laitiers (FNDPL) ;

La fédération nationale de l'épicerie (FNDE) ;

L'union nationale des syndicats de détaillants en fruits, légumes et primeurs (UNFD),

D'une part, et

La fédération des syndicats CSFV-CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et activités annexes FO ;

La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification de l'article 9.2.5 de la convention collective nationale du commerce de détail en fruits et légumes, épicerie et produits laitiers*

Le dernier alinéa de l'article 9.2.5 de la présente convention est modifié comme suit :

« La durée maximale des actions préparant à un CQP de la branche professionnelle (fixée par l'avenant créant le CQP) ou visant un diplôme ou un titre peut excéder 25 % de la durée totale des contrats. »

## **Article 2**

### *Modification de l'article 9.8.3 de la convention collective nationale du commerce de détail en fruits et légumes, épicerie et produits laitiers*

L'article 9.8.3 de la présente convention est modifié comme suit :

« Dans l'objectif de favoriser l'insertion des jeunes dans le monde du travail par la voie de l'apprentissage et de leur faciliter l'acquisition des connaissances nécessaires pour obtenir une qualification, une partie de la contribution due au titre de 0,50 % par les entreprises occupant au moins 20 salariés et de 0,15 % par les entreprises occupant moins de 20 salariés est destinée au financement des dépenses de fonctionnement afférentes à la préparation, sous contrat d'apprentissage, des diplômes professionnels reconnus dans la convention collective nationale du commerce de détail, des fruits et légumes, épicerie et produits laitiers.

L'OPCA désigné à l'article 9.8.1 est chargé du versement des fonds aux CFA sur décision de la CPNE et du suivi de l'exécution de cette décision. »

## **Article 3**

### *Formalités administratives*

Le présent avenant sera déposé à la direction des relations du travail et au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, l'extension du présent avenant.

La fédération nationale des détaillants de produits laitiers étant chargée des formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 10 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)